GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messager de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

NOTE D'ANALYSE – 1er février 2017

AOUN Elena et FICET Joël, *Donald Trump élu président: nouveau symptôme d'une régression des valeurs libérales en Occident,* Note d'Analyse du GRIP, 1er février 2017, Bruxelles.

http://www.grip.org/fr/node/2244

NOTE D'ANALYSE

Donald Trump élu président : nouveau symptôme d'une régression des valeurs libérales en Occident ?

Par **Elena Aoun et Joël Ficet**

1er février 2017

Résumé

La récente élection de Donald Trump et le Brexit ont pris en défaut les prédictions majoritaires, basées sur une vision très répandue selon laquelle les occasionnelles victoires électorales de mouvements xénophobes et d'extrême-droite dans certains pays occidentaux ne sont que de simples nids-de-poule sur le chemin menant à un monde libéral et cosmopolite. Toutefois, le verdict populaire dans deux des démocraties les plus avancées au monde, ainsi que les succès engrangés par des démagogues racistes dans plusieurs pays européens, suggèrent une inquiétante montée en puissance d'idéologies populistes reposant sur le racisme et l'anti-mondialisation, l'autoritarisme politique, et le conservatisme social. Et une dérive tout aussi inquiétante vers la « démocratie illibérale », c'est-à-dire un régime dans lequel des dirigeants démocratiquement élus font adopter des législations qui restreignent ou suppriment des libertés publiques, la liberté de la presse ou encore l'indépendance des cours.

Abstract

**Donald Trump as President-elect:
new symptom of a retreat of liberal values in the West?**

The recent election of Donald Trump and the Brexit vote have belied dominant predictions based on a long-held view that sees the occasional electoral victories of xenophobic and extreme right-wing movements in Western countries as mere bumps in a journey leading to a liberal, cosmopolitan world. However, the popular vote in two of the most advanced democracies in the world, along with the rise of racist demagogues in several European states seem to signal a worrying and growing success of populist ideologies resting on racism and anti-globalism, political authoritarianism and social conservatism. And an equally worrying shift towards "illiberal democracy", i.e. a type of regime where democratically elected leaders enact legislations that suspend or limit civil liberties, press freedom or the independence of courts.

Malaise et incrédulité

Le 20 janvier 2017, s'est tenue la cérémonie d'investiture du nouveau président américain Donald J. Trump, dans une atmosphère bien irréaliste. Marqué à la fois par une foule de supporters relativement clairsemée à Washington et un grand nombre de manifestations hostiles à travers le pays, cet événement s'inscrit dans une liste déjà longue de moments qui, depuis l'élection surprise du 8 novembre 2016, n'ont de cesse de laisser médias et observateurs américains et étrangers dans une grande incrédulité. Comme si tous encore peinaient à réaliser la défaite de l'ancienne secrétaire d'État et candidate démocrate Hillary Clinton, pourtant perçue comme favorite dans la course, face au milliardaire new-yorkais dénué d'expérience gouvernementale et de plate-forme politique, et qui a multiplié les outrances racistes et misogynes durant la campagne. La période qui a suivi l'élection n'a pas dissipé le sentiment d'étrangeté, ni celui d'un malaise à l'égard du devenir des valeurs de tolérance, de modération et d'ouverture supposément portées par la démocratie américaine et, plus généralement, les pays occidentaux.

Tout, en effet, dans le comportement de Donald Trump transgresse les protocoles et conventions établies : usage spasmodique et sans nuance de Twitter ; indulgence inattendue chez un républicain envers la Russie et son dirigeant Vladimir Poutine ; provocations gratuites contre la Chine ; déclarations potentiellement lourdes de conséquences sur l'abrogation du traité sur le nucléaire iranien, l'obsolescence de l'OTAN, ou encore le déplacement de l'ambassade des États-Unis en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem ; multiplication des conflits d'intérêt et refus de révéler ses informations fiscales… En outre, les accents autoritaires du candidat Trump n'ont fait que se confirmer chez le président élu : intimidations contre ses critiques, attaques contre la presse, nomination de généraux à des postes-clés traditionnellement confiés à des civils, promesses d'augmenter les budgets militaires et d'expulser les immigrés en masse, et jusqu'à l'organisation d'un « Thank You Tour » durant lequel il s'auto-congratule abondamment sous les applaudissements de ses supporters…

Son discours d'investiture, quant à lui, a montré que, malgré ses promesses de se « présidentialiser », le tribun ultra-conservateur n'a pas renoncé à ses artifices rhétoriques favoris. Il a ainsi joué de la peur (« the crime and gangs and drugs […] have stolen too many lives », « this American carnage stops right here »…), ravivé le catastrophisme (« One by one, the factories shuttered and left our shores », « The wealth of our middle class has been ripped from their homes »…), usé du populisme (« For too long, a small group in our nation's Capital has reaped the rewards of government while the people have borne the cost », « January 20th 2017, will be remembered as the day the people became the rulers of this nation again ») et alimenté la xénophobie (« we must protect our borders from the ravages of other countries making our products, stealing our companies, and destroying our jobs »…).

Proférés par un président désormais en fonction, et qui plus est à un moment fondateur de son mandat, ces propos obligent à prendre au sérieux un personnage qui dispose, selon l'ancien ambassadeur d'Israël en France Elie Barnavi, de l'affect d'un enfant de douze ans, ainsi que les circonstances qui le mettent à la tête de la première puissance mondiale.

Certes, l'accession de Trump au pouvoir peut être partiellement interprétée comme résultant d'une exacerbation des tensions idéologiques et raciales au sein de l'opinion publique sous la présidence de Barack Obama, et son discours comme un recyclage habile des recettes de communication de Ronald Reagan ou Richard Nixon. Mais ce coup de théâtre ne peut toutefois plus être isolé d'un contexte occidental particulier de plus en plus interpellant, qui semble trahir une érosion des valeurs libérales qui ont longtemps été la marque de fabrique – et un produit d'exportation – des démocraties américaines et européennes.

Le Brexit comme préfigurateur

Le vote du Brexit, ainsi, avait été salué par certains comme préfigurateur du succès de la candidature de Trump ; ce dernier avait d'ailleurs invité le leader de l'UKIP, Nigel Farage, à un de ses « rallies » dans le Mississipi. D'autres exemples récents de succès de la droite populiste ont suscité les comparaisons : les résultats de l'extrême-droite aux élections présidentielles autrichiennes, contrés par un sursaut de dernière minute début décembre 2016 ; les revers du parti d'Angela Merkel aux élections de Mecklembourg-Poméranie de septembre 2016, à la suite de sa politique d'accueil des réfugiés (d'ailleurs récemment jugée « d'erreur catastrophique » par Trump) ; les sondages favorables à Marine Le Pen pour les élections présidentielles françaises ; et, plus généralement, la montée en puissance des partis eurosceptiques au sein même du Parlement européen… Signe fort révélateur, les leaders de l'extrême-droite européenne (Marine Le Pen, Geert Wilders, Frauke Petry…) se sont réunis à Coblence au lendemain de la cérémonie d'investiture à Washington pour réfléchir sur les leçons de la campagne de Donald Trump.

Le discours politique dominant a longtemps tendu à considérer de telles résurgences de l'extrême-droite autoritaire comme des scories du passé, des nids-de-poule sur la route menant inexorablement à un monde post-national, démocratique et cosmopolite. La construction européenne et la coopération internationale dans le cadre de l'ONU notamment semblaient incarner cette vision utopique de la démocratie libérale et de l'économie de marché comme « fin de l'histoire »[1]. Au regard des récents événements, il faut au contraire poser l'hypothèse d'une régression illibérale qui est loin d'être temporaire. En 1996, dans un article de la revue Foreign Affairs, Fareed Zakaria observait l'essor de ce qu'il nommait les « démocraties illibérales », à savoir des régimes reconnaissant la souveraineté populaire mais pas le libéralisme constitutionnel qui était, depuis le 19e siècle, considéré comme inséparable de la démocratie. Il visait toutefois des pays situés à la périphérie de la sphère occidentale, tels la Russie de Boris Eltsine, le Pérou d'Alberto Fujimori ou l'Argentine de Carlos Menem, tous dirigeants plébiscitaires peu soucieux des libertés ou de l'État de droit[2]. Vingt ans après, dans les colonnes du *Washington Post*, le même auteur ne pouvait que constater que les États-Unis, à leur tour,

1. Selon l'expression de Francis Fukayama dans « La Fin de l'histoire et le Dernier Homme », (Paris, Flammarion, 1992).
2. Fareed Zakaria, « The rise of illiberal democracies », *Foreign Affairs*, n° 6, 1997, p. 22-43.

étaient devenus une démocratie illibérale[3]. Les « Pères fondateurs » du pays l'avaient initialement dotée de multiples institutions (Cour suprême, Collège électoral, Sénat, Bill of Rights…) visant à éviter une tyrannie de la majorité. Toutefois, note-t-il, la plupart de ces garde-fous, de même que les médias et les partis, ont cédé durant la récente course à la Maison Blanche au racisme et au populisme.

En Europe, les libertés et le système judiciaire sont attaqués depuis plusieurs années, notamment dans des pays de l'Est comme la Hongrie et la Pologne, dont Zakaria avait célébré le retour à la liberté à la suite de la chute du mur de Berlin. Le Royaume-Uni lui-même, berceau du libéralisme et patrie de l'*habeas corpus*, a connu – du fait du référendum sur l'appartenance à l'Union européenne –, des flambées xénophobes et populistes allant jusqu'au crime. En effet, abattue en pleine journée par un homme proche des milieux d'extrême-droite[4], Jo Cox, députée travailliste, a payé de sa vie son attachement à l'Union européenne et sa sensibilité au sort des immigrés, et ceci à une semaine du référendum… sans d'ailleurs que le choc de cet assassinat politique ne pèse sur l'issue du vote. À l'examen, il n'est guère de pays européen où l'on ne puisse constater, à un degré ou à un autre, des formes de contestation des valeurs libérales, et ce au nom d'une idéologie populiste d'extrême-droite dont les dimensions sont connues, et ont été parfaitement illustrées par la campagne présidentielle américaine : racisme, repli identitaire et antimondialisme ; autoritarisme ; et enfin conservatisme social.

Un triptyque inquiétant : Racisme, repli identitaire et antimondialisme

Les trois thématiques sont devenues inséparables dans le discours de l'extrême-droite contemporaine : la stigmatisation des minorités, considérées comme des corps étrangers au sein de sociétés dont elles ne sauraient partager les valeurs, s'associe à l'exaltation d'identités nationales reconstruites, débouchant sur un rejet d'une globalisation accusée de diluer cette identité.

La réaffirmation du racisme dans le débat public américain est parfaitement illustrée par le traitement de Barack Obama par le mouvement conservateur durant ses deux mandats. En effet, le premier président noir des États-Unis a été accusé d'être en fait né en Afrique, d'être secrètement un adepte de l'Islam, voire d'avoir introduit des Frères musulmans dans son administration en vue de préparer la ruine de l'Amérique (Trump a d'ailleurs été un des champions de ce « birtherism »). Le nouveau président n'a cessé de diaboliser les minorités ethniques et religieuses durant sa campagne : immigrés mexicains traités de « criminels » et de « violeurs », musulmans décrits comme complices de terrorisme, noirs associés au crime et à l'assistanat… Les démocrates, évidemment, étaient simultanément accusés de ne se préoccuper que du sort des minorités, c'est-à-dire, implicitement, de

3. Fareed Zakaria, « America's democracy has become illiberal », *The Washington Post*, 29 décembre 2016).

4. Dont la *National Alliance*, groupe néo-nazi américain, selon le groupe de surveillance de ce type de mouvements, le *Southern Poverty Law Center* (Hatewatch Staff, SPLC, « Alleged killer of British MP was a longtime supporter of the neo-Nazi National Alliance », SPLC, 16 juin 2016.

négliger celui des « vrais Américains ». Les médias reprendront d'ailleurs abondamment cette version opposant les intérêts des électeurs blancs et ceux des minorités. Certains échos antisémites ont également été perceptibles, Trump plagiant ou retweetant sans prudence des mots d'ordre d'agitateurs néo-nazis ou de démagogues conspirationnistes. L'ensemble de l'argumentation tend moins à promouvoir des programmes politiques concrets et réalisables qu'à démontrer l'altérité à la communauté nationale de ses adversaires, minorités perçues comme menaçantes ou politiciens libéraux. Ces derniers sont notamment présentés comme coupés d'un « pays réel » qui, lui, aspire à l'homogénéité ethnique et à un « entre soi » fantasmé et revêtu des atours de la civilité.

Et force est de constater que ce discours est efficace. La victoire de Donald Trump est le fait de ce que le *New York Times* désignait comme une « coalition unique d'électeurs blancs »[5] : le candidat républicain a en effet recueilli les suffrages de 58 % des Blancs. Les minorités, quant à elles, ont largement soutenu Hillary Clinton. Et les premiers jours de l'ère Trump ont de quoi raviver leurs inquiétudes. En effet, donnant corps à ses promesses – ou ses menaces selon le point de vue –, le nouveau président américain s'est empressé de signer l'ordre de construction d'une barrière infranchissable avec le Mexique lors d'une cérémonie au Département de la Sécurité intérieure, arguant qu'une nation qui n'est pas maîtresse de ses frontières n'en est pas une. Il n'est certainement pas anodin que, pour la circonstance, Trump se soit entouré de parents dont les enfants auraient été sauvagement tués par des immigrés illégaux, et dénoncé le fait que les médias auraient largement ignoré de tels drames ayant frappé des Américains et résidents légaux victimes des politiques de frontières ouvertes. Et de promettre que plus jamais leurs maux ne passeraient inaperçus, dans une critique à peine informulée de ses prédécesseurs. L'accusation contre ceux-ci se précise lorsque le nouveau président assure que près de 3,5 millions d'immigrés illégaux ont voté pour sa rivale et de dénoncer ainsi, sans pourtant offrir de preuves, des fraudes électorales.

Tendances similaires en Europe

Est-il vraiment besoin de démontrer l'existence de tendances similaires en Europe, même s'il est difficile d'y trouver des acteurs aussi outranciers que le nouveau président américain ? Le racisme s'y est, ces dernières années, particulièrement focalisé sur l'Islam, désigné comme antithétique avec la culture ou les traditions européennes. Cette critique vient d'ailleurs tant du camp conservateur, qui souhaite défendre l'héritage chrétien, que du camp progressiste, qui met l'accent sur les droits des femmes et des minorités sexuelles. Parmi les nombreux exemples de cette quasi-obsession, le référendum suisse sur la possibilité de construire des minarets (novembre 2009) : quelle autre raison de tenir un référendum sur un point mineur de réglementation d'urbanisme que de réduire la visibilité publique de l'Islam et le rejeter ainsi symboliquement ? La loi française sur le port de la burqa relève au fond de la même logique. Il s'agit bien en effet, au nom d'une volonté d'émanciper les femmes musulmanes, d'éradiquer de l'espace public un symbole trop visible de l'Islam ; en arrière-plan, c'est une identité républicaine mythologisée, axée

5. « Donald Trump's Victory Was Built on Unique Coalition of White Voters », *New York Times*, 9 novembre 2016.

sur le principe de laïcité, qui est promue. En France ou dans d'autres pays européens, une liste des législations, ou plus simplement de pratiques aux motivations semblables serait trop longue à établir…

Sur les deux rives de l'Atlantique, ce repli sur soi engendre les mêmes réflexes souverainistes et la même hostilité envers la mondialisation et les institutions internationales qui la symbolise. L'hostilité envers les forums multinationaux au nom de l'exceptionnalisme américain n'est pas nouvelle dans le camp conservateur aux États-Unis : ainsi, Georges W. Bush s'était attaché à saborder la Cour pénale internationale, et le retrait total de l'ONU est périodiquement débattu au sein du parti républicain (un ultime projet de loi à cet effet a d'ailleurs été déposé au Congrès par des représentants républicains dans la foulée de l'investiture présidentielle). Donald Trump s'aventure toutefois dans de nouveaux territoires, dénonçant brutalement le libre-échangisme (assimilé à une trahison de la classe ouvrière par les démocrates) et reprenant certains thèmes de l'extrême-droite anticapitaliste et antisémite contre les forces du « globalisme » et le système financier international. Divers groupes de défense des droits de l'homme avaient ainsi noté que la dernière publicité lancée par la campagne Trump avant le scrutin de novembre, qui dénonçait la sujétion d'Hillary Clinton aux « intérêts spéciaux globaux », utilisait en arrière-fond les photos de trois personnalités reconnaissables du monde de la finance, toutes de confession juive : le financier Georges Soros, la présidente de la Réserve fédérale Janet Yellen et le PDG de la banque Goldman Sachs, Lloyd Blankfein[6]. Le slogan même d'« America first », présenté par Trump comme la ligne directrice de ses futures politiques, est inspiré d'un mouvement pro-nazi et isolationniste des années 1940.

Les « élites mondialisées » sont également sous le feu des populistes européens. Mais c'est tout particulièrement la construction européenne qui est attaquée comme cheval de Troie du capitalisme et de l'immigration. Ce thème a été dominant dans la campagne du Brexit, durant laquelle l'Union a été accusée de faciliter l'entrée massive d'ouvriers sous-payés Polonais et Roumains et de mener les travailleurs locaux au chômage. Par amalgame, nombre de citoyens britanniques ont cru mettre un terme à l'immigration extra-européenne en votant « non » au référendum. Et les conséquences de cette propagande ont été immédiates : la police rapportait un accroissement de 41 % des crimes racistes en Grande-Bretagne dans le mois suivant le référendum sur le Brexit, notamment contre les Européens de l'Est et les musulmans[7].

De nombreux autres mouvements de l'extrême-droite revendiquent de même un retrait de leur pays de l'Union européenne, ou tout au moins de certaines de ses politiques (accords de Schengen, monnaie commune, politique étrangère commune…). Plus récemment, la question des réfugiés du Moyen-Orient a intensifié les ressentiments à l'égard de l'Union européenne. La Hongrie, tout particulièrement, s'est insurgée comme les tentatives de la Commission de négocier un système de quotas pour répartir les

6. « Trump's Last Campaign Ad 'Has anti-Semitic Overtones' », *Haaretz*, 6 novembre 2016.

7. « Hate crimes soared by 41% after Brexit vote, official figures reveal », *The Independent*, 13 octobre 2016.

réfugiés entre les différents pays de l'Union. L'équation « Europe = immigration = destruction des identités / insécurité » joue ici pleinement.

Ces attaques contre les institutions internationales et du libre-échange et de principes tels que le droit à l'asile participent également de la régression illibérale. C'est en effet l'idéal d'une gouvernance mondiale régie par le droit et les principes humanitaires qui est refuté, et ce au nom de la souveraineté des peuples, considérés comme spontanément xénophobes. Si la critique du fonctionnement et des objectifs de l'UE et d'autres organisations internationales est légitime, elle est ici mise au service d'entreprises politiques populistes et autoritaires au niveau interne, qui se nourrissent de la peur de l'étranger, forcément malfaisant, et l'alimentent en retour.

Un autoritarisme démocratique

Un autre aspect des dérives illibérales est la résurgence du phénomène du leader charismatique autoritaire. Le libéralisme classique prône un ordre politique modéré par la représentation, l'équilibre des pouvoirs, les garanties constitutionnelles, l'État de droit, etc. Ces principes sont censés préserver la société de la tyrannie de la majorité et de l'influence des démagogues sur les foules. La démocratie illibérale, quant à elle, est avant tout plébiscitaire : elle attribue à un leader, doté de qualités exceptionnelles, tous pouvoirs pour diriger le pays. Cet homme tente alors de marginaliser les corps intermédiaires (médias, tribunaux, syndicats…) pour établir un lien direct avec ses supporters, qu'il incite à considérer les entraves juridiques et politiques à son autorité comme autant d'instruments manipulés par les élites contre la souveraineté populaire. Même si cette forme d'illibéralisme ne mène pas forcément à la dictature, elle tend à la monopolisation du pouvoir aux mains d'une personne. L'autoritarisme démocratique, dans cette optique, n'est pas la nature d'un régime reposant sur la force (ce qui est le sens classique du terme), mais un style politique particulier qui vise à faire du leader le seul représentant légitime du peuple, et ce en excitant la colère de celui-ci contre l'*establishment* ou certains groupes sociaux (bourgeoisie, juifs, progressistes, etc.).

La pratique politique de Donald Trump permet de le classer dans cette catégorie. Son programme, ainsi, semble largement se résumer à sa propre personne. Il n'a pas, durant sa campagne, formulé de plans détaillés. Il a paru lancer des idées spontanément, et se contredire sans cesse. Il a de fait essentiellement promu auprès de ses partisans ses qualités d'homme d'affaires, notamment sa capacité à conclure des « deals » avantageux. Ceci a abouti à des moments saisissants, par exemple lorsque, durant un débat, il a reconnu complaisamment avoir largement pratiqué l'évasion fiscale, ajoutant que cela faisait de lui un « smart businessman ». Il a aussi vanté l'excellence de son tempérament, opposé au « manque d'endurance » de sa rivale (accusation interprétée généralement comme une allusion sexiste).

Trump a également montré peu de considération pour les traditions et formes constitutionnelles du pouvoir : après avoir menacé la liberté religieuse, incité ses

partisans à la violence[8] et avoir ridiculisé l'*establishment* républicain durant la campagne, il essaie aujourd'hui d'intimider la presse et refuse de régler les conflits d'intérêts que génère son double statut de chef d'État et d'investisseur à l'étranger. Il a également trouvé une voie originale de communication directe avec le peuple : là ou Castro et Chavez discouraient interminablement à la télévision, il use sans réserve aucune de Twitter, un media social peu favorable à la nuance et à la diplomatie. Mais la marque de fabrique du nouveau président est son agressivité compulsive : le *New York Times* a ainsi publié une liste de 305 personnalités, groupes, pays ou médias qu'il a insultés via Twitter[9]. Entre autres faits saillants, Trump avait menacé lors de la campagne électorale de poursuivre en justice les femmes l'ayant accusé d'agression sexuelle ; il a annoncé au cours d'un débat, en présence de Hillary Clinton, son intention de désigner un procureur spécial pour enquêter sur ses activités de secrétaire d'État ; il a menacé de ne pas reconnaître le résultat des élections si elles lui étaient défavorables ; notoirement susceptible, il s'est acharné sur les comédiens du programme satyrique Saturday Night Live… Cette stratégie d'intimidation brutale de ses adversaires, qui ne semble pas devoir faiblir maintenant que Trump occupe la Maison Blanche, donne un indice complémentaire d'une certaine dérive autoritaire du discours public américain.

Il reste à savoir si la présidence de Trump entraînera dans les faits une dégradation durable des libertés dans le pays. À l'aune des déclarations et des actions du personnage depuis son élection en novembre dernier, il est probable que les standards en matière de droits civiques se détériorent fortement. Parmi les signes peu encourageants à cet égard, notons le soutien du président au stop-and-frisk (pratique de contrôle policier arbitraire affectant de fait principalement les minorités) ou encore la nomination de Jeff Sessions comme nouvel *Attorney General* ; ce dernier est connu pour ses vues racistes et s'était notamment distingué par le passé en déclarant que les mouvements de défense des droits civiques étaient anti-américains. Certes, il a cherché à rassurer de son mieux la Commission des affaires judiciaires du Sénat lors de son audition le 10 janvier dernier, niant toute sympathie pour le Ku Klux Klan et rejetant toute charge de puritanisme et de racisme, et allant même jusqu'à prendre ses distances avec certaines des mesures liberticides annoncées par Trump. Il reste à voir dans quelle mesure ce personnage à la réputation pourtant bien établie se comportera dans l'exercice de la plus haute fonction judiciaire du pays. Et, au-delà, se pose la question de savoir quelles seraient les réactions du président Trump face aux personnes qu'il a nommées si jamais elles lui tenaient tête sur telle ou telle politique qu'il souhaiterait promouvoir. À ce jour, le nouveau président américain a donné peu de signes indiquant son intention de ne pas occuper toute la scène.

8. Outre le fait que plusieurs « rallies » ont été marqués par de la violence physique et verbale contre des supporters de Clinton ou des journalistes, la suggestion de Donald Trump que les « gens du Deuxième amendement » constitutionnel (donc les gens attachés au port des armes) pourraient prendre les choses en main si Clinton était élue a été interprétée comme un appel à la violence contre la candidate démocrate (*cf.* « Donald Trump Suggests 'Second Amendment People' Could Act Against Hillary Clinton », *New York Times*, 9 août 2016).

9. « The 305 People, Places and Things Donald Trump Has Insulted on Twitter: A Complete List », *New York Times*, 20 janvier 2017.

Les médias, notamment américains, n'ont pas manqué de noter la multiplication de leaders autoritaires dans le monde : Poutine en Russie, Duterte aux Philippines, Modi en Inde, Maduro au Venezuela, Erdogan en Turquie… Il n'est d'ailleurs pas anodin que le nouveau président américain ait multiplié, tant durant sa campagne qu'après son élection, les déclarations en faveur d'autres « hommes forts », en particulier Vladimir Poutine, mais aussi Kim Jong-un, le redoutable président nord-coréen, et même feu Saddam Hussein ! Mais au-delà de ces hommes qui font l'admiration de Trump, plusieurs dirigeants à tendance autoritaire se sont également imposés dans la sphère des pays occidentaux, y compris au cœur même d'une Europe censément démocratique.

Le premier ministre hongrois Viktor Orban, qui s'est illustré notamment pour son mur anti-réfugiés aux frontières avec la Serbie, a d'ores et déjà annoncé publiquement qu'il souhaite que son pays devienne une démocratie non libérale. Citant les exemples de la Russie, de la Chine ou de Singapour, il décrit les principes du gouvernement modéré comme autant d'entraves au succès économique et diplomatique des nations. Il a ainsi réduit, depuis 2010, les prérogatives de la Cour constitutionnelle et fortement renforcé le contrôle de l'exécutif sur la presse, le pouvoir judiciaire, les organisations religieuses en un mouvement qui semble aller crescendo … En outre, il a multiplié les intimidations contre ses opposants politiques, contre les minorités et contre les organisations de défense des droits de l'homme. Il a par ailleurs bien évidemment rejeté les tentatives de l'Union européenne pour le ramener dans le « droit chemin » de l'orthodoxie libérale-constitutionnaliste. Ainsi, sans renoncer au principe de l'élection, il a affirmé – et établi – le droit pour le peuple d'édicter des normes non libérales par l'intermédiaire du leader élu. Le président polonais Andrzej Duda suit actuellement une voie identique, refusant de laisser siéger au Tribunal Ccnstitutionnel des juges nommés par la majorité politique précédente et remplaçant les dirigeants des médias publics par des proches. Au regard de cette normalisation de l'autoritarisme, pourra-t-on demain s'étonner des initiatives liberticides d'une présidente Marine Le Pen ou d'un Premier ministre Wilders ?

Conservatisme social ou le retour du sexisme et de l'homophobie

Enfin, une autre dimension de l'élection américaine qui interpelle fortement est la place prise par les questions de genre, tant au travers des débats qui ont été soulevés que de la personnalité même des deux candidats en lice.

Donald Trump d'abord, avec ses propos ouvertement misogynes, illustre l'équation nauséabonde « pouvoir / célébrité, argent, sexe ». Durant la campagne, plusieurs affaires d'agression sexuelle sont remontées à la surface, ainsi qu'une vidéo où le désormais nouveau président des États-Unis se vantait en termes orduriers des attouchements qu'il n'hésitait pas à imposer aux femmes de son entourage. Aux antipodes, Hillary Clinton renvoyait l'image d'une femme qui, sans avoir sacrifié une vie de famille, ne s'est pas contentée de se fondre dans la carrière de son époux, Bill Clinton. Sénatrice puis secrétaire d'État après avoir été Première dame, elle a construit une carrière propre, faisant la preuve d'une compétence éprouvée rendant légitime son ambition présidentielle.

Jamais auparavant une femme n'avait été si proche d'accéder à la Maison Blanche. À travers elle, l'Amérique aurait eu une belle occasion de démontrer que le pays était enfin prêt à placer sa confiance en une femme… au détriment d'un homme qui, ouvertement, méprise les femmes. Il n'en a rien été. Non seulement les hommes, en particulier blancs, ont massivement voté pour Trump, mais un ahurissant 42 % de femmes aussi : environ 53 % des électrices blanches, 26 % des électrices latinos et 6 % des femmes noires ! Tout compte fait, il aura été plus facile à un homme d'ascendance noire d'accéder à la présidence qu'à une femme, même blanche. Même si les commentateurs ont peu insisté sur cet aspect, Hillary Clinton ne s'y est pas trompée. Dans le discours qu'elle a prononcé le jour de sa défaite, elle a évoqué ce fameux « plafond de verre » qui, même dans les sociétés les plus développées qui donnent sans réserve des leçons sur l'égalité entre hommes et femmes aux sexistes de la terre entière, empêche presque toujours les femmes d'arriver au sommet, quelles que soient leurs compétences.

La dimension genrée de la campagne électorale ne se limite pas à l'issue du statut des femmes, aussi révélatrice soit-elle. Le candidat républicain a promu un programme qui risque de remettre fondamentalement en question les avancées difficilement acquises par les communautés LBGT ainsi que, plus grave encore puisque touchant à une moitié de la population, le droit à l'avortement. À cet égard, Trump avait déclaré lors de sa campagne qu'il faudrait punir les femmes qui recouraient à ce droit. Son discours a fluctué à cet égard mais, sans surprise, une des premières décisions du nouveau président après son investiture a été de promulguer un « ordre exécutif » interdisant d'accorder des subventions à toute organisation humanitaire internationale qui réalise ou simplement donne des informations sur l'avortement dans le cadre de programmes d'assistance médicale. Une majorité de l'électorat américain a soutenu de tels projets et, ce faisant, donné un indice complémentaire de la résurgence du conservatisme social dans les sociétés occidentales. Trump a par ailleurs annoncé son intention de nommer à la Cour Suprême des juges ultra-conservateurs qui remettraient en cause les décisions autorisant l'avortement et le mariage homosexuel.

De manière tout à fait similaire, nombre de leaders autoritaires européens s'appuient en effet tous sur une rhétorique franchement réactionnaire, même s'ils instrumentalisent parfois la thématique les droits des femmes afin de mieux diaboliser l'Islam, à l'instar de Marine Le Pen. Le droit à l'avortement, largement considéré comme un acquis des combats de la génération précédente, a pourtant été remis en cause dans plusieurs pays à un degré ou à un autre, et avec plus ou moins d'insuccès pour l'instant, comme en Espagne et en Suisse en 2014 ou en Pologne en 2016. Dans d'autres pays, comme le Portugal, un retour en arrière a été obtenu et il est fort probable qu'il en ira de même en France si le Front National parvenait au gouvernement. L'homophobie et la transphobie semblent également bien se porter sur le continent, comme le prouvent l'ampleur et la virulence de la mobilisation contre le mariage pour tous en France. Les campagnes de l'Union européenne pour l'égalité de genre apparaissent ici bien dérisoires face à cet autre mouvement de régression illibérale que constitue la contestation des droits des femmes et des minorités sexuelles.

« Moment populiste » ou tendance de fond ?

Nombre d'observateurs (académiques, journalistes, simples blogueurs…) ont utilisé pour rendre compte de la simultanéité de ces évolutions l'expression de « moment populiste », inspirée d'un classique ouvrage de science politique consacré aux mouvements agrariens américains[10]. La formule, élégante, est toutefois équivoque : elle peut laisser entendre que cette conjoncture favorable aux dérives illibérales est une anomalie ponctuelle, appelée à se résorber : le gouvernement britannique finira par se rallier au principe de la libre circulation des personnes dans le marché unique, le réalisme obligera Trump à renoncer à ses politiques racistes et sa rhétorique outrancière, la crise des réfugiés sera apaisée par une nouvelle politique européenne de l'asile, l'autoritarisme sera combattu et le conservatisme social surmonté par un sursaut des libertés, etc. Et au total, l'échec annoncé des solutions d'extrême-droite devrait permettre aux citoyens fourvoyés de retrouver leur bon sens.

Toutefois, la succession d'événements qui ont marqué les derniers mois, à commencer par le Brexit en Grande-Bretagne et l'élection de Trump aux États-Unis, obligent à reconsidérer cette vision optimiste. Force est de constater que les idées d'extrême-droite sont demeurées latentes dans le monde occidental et sur le continent européen et se sont fortement nourries du désenchantement qui a succédé à l'euphorie causée par la chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement des autoritarismes communistes à l'Est du continent. Les promesses du « nouvel ordre mondial » post-Guerre froide se sont estompées les unes après les autres. La globalisation aux couleurs du néo-libéralisme économique n'a pas produit une progression marquée des niveaux de vie et de la sécurité de l'emploi dans nombre de pays développés et n'a certainement pas réussi à résorber le défaut de développement dans la plupart des pays dits du « Tiers-Monde » ou, selon la terminologie actuelle, « du Sud » (Global South). Avec, pour effet, un sentiment d'insécurité exacerbant la conscience de l'altérité dans les pays développés alors même que les problèmes des pays en développement démultipliaient l'incitation à la migration tant légale qu'illégale vers les pays du Nord.

En outre, la montée en puissance du djihadisme, qui se nourrit de nombreuses situations locales et régionales faites d'injustice, de domination et de dysfonctionnements constants depuis plusieurs décennies, a profondément marqué les esprits avec les attentats du 11 septembre 2001, re-clivant le monde entre un « nous » vertueux et un « eux » menaçant et fondamentalement mauvais (le fameux « Axe du mal » qu'évoquait George W. Bush en janvier 2002). Ces événements certes traumatiques ont servi de catalyseur pour la résurgence des idées d'extrême-droite dans un contexte marqué par une peur accrue de l'altérité et par des fuites en avant sécuritaires telles que le *Patriot Act* aux États-Unis, les législations de plus en plus restrictives des libertés et des droits des « étrangers » dans la plupart des pays européens touchés eux aussi par des attentats. On pourrait également qualifier de fuite en avant les guerres américaines en Afghanistan (2001) et en Irak (2003),

10. Lawrence Goodwyn, The Populist Moment: A Short History of the Agrarian Revolt in America, Oxford, Oxford University Press, 1978.

dont on n'a pas fini de mesurer, à ce jour, le caractère déstabilisant et donc contre-productif puisque générateur de plus de violence et de plus de flux migratoires.

Ainsi que le montre l'analyse des résultats électoraux sur quinze ans à travers le continent européen, l'extrême-droite gagne lentement mais sûrement du terrain. Même si la tendance n'est ni homogène ni linéaire et qu'elle ne se traduit à ce jour que rarement par une prise de pouvoir, il s'agit quand même d'une tendance fort visible[11]. Elle se matérialise ici et là par des développements tels que le Brexit, l'arrivée de Trump au pouvoir, ou la percée de partis d'extrême-droite, mais aussi par une « droitisation » générale de la scène politique de tous les pays européens, la gauche de gouvernement s'alignant sur les idées de la droite dure, tel le Parti socialiste français qui proposa la remise à l'ordre du jour de la déchéance de nationalité après les attentats de 2015.

De tels épisodes actuels d'illibéralisme plus ou moins couplés à l'autoritarisme et au conservatisme ont des précédents récents : Berlusconi en Italie et George W. Bush aux États-Unis n'avaient pas hésité à mettre en cause les libertés en instrumentalisant la peur de l'étranger. Des mouvements tels que le Front National en France ou la Ligue du Nord en Italie, xénophobes et eurosceptiques, sont également présents depuis plusieurs décennies et voient leurs idées se diffuser et se banaliser, devenir largement dicibles et audibles pour nombre de leurs concitoyens. Le « moment populiste » a donc des antécédents et son présent, fort dynamique, annonce qu'il a probablement un bel avenir. Les facteurs de radicalisation des sociétés occidentales sont en effet probablement là pour durer. En premier lieu, la crise économique est loin d'être résorbée. Dans la plupart des pays européens, le redressement se traduit par des politiques d'austérité qui touchent de plein fouet des pans entiers de leurs populations, accroissant pauvreté et exclusion et creusant le fossé entre dirigeants et citoyens. Le spectre du réchauffement climatique et de ses conséquences déjà perceptibles en Europe[12], pourrait également contribuer à grever des économies désormais fragiles en raison d'une multiplication des épisodes extrêmes tels que des intempéries violentes, très coûteuses pour les particuliers, les collectivités et les assurances, des périodes de grand froid, qui pèsent lourd sur les infrastructures énergétiques, ou encore une sécheresse désormais chronique au sud du continent, de nature à mettre à mal les agricultures, pour ne donner que quelques exemples. Bien évidemment, les rives orientales et méridionales de la Méditerranée subissent ces mêmes maux sans même que les différents pays y aient les institutions et structures leur permettant, ainsi qu'à leurs sociétés respectives, d'être résilients face à la rareté et au dérèglement climatique ; sans parler des tensions, voire des conflits ouverts, qui déstabilisent des régions entières. Cela ne peut être que le gage d'une intensification des flux migratoires et des demandes d'asile en Europe, avec une exacerbation des problèmes identitaires qui, par ailleurs, continueront de se nourrir de facteurs aussi divers que le terrorisme ou les échecs de l'intégration.

11. *Cf.* l'analyse faite Julien Licourt, « Que pèse réellement l'extrême droite en Europe ? », *Le Figaro*, 1er décembre 2016.

12. « L'Europe déjà durement touché par le changement climatique », *Libération*, 26 janvier 2017.

Régression idéologique : une lame de fond…

Par surcroît, il est devenu difficile de convaincre des citoyens, de plus en plus suspicieux de la classe politique traditionnelle, des vertus des valeurs libérales ou progressistes. Les démocrates pensaient contredire par leur bilan la propagande républicaine : les chiffres de l'emploi, au sortir de la présidence Obama, étaient « objectivement » bons (le secteur privé n'a pas connu de perte nette d'emplois depuis 80 mois, et le taux de chômage était de 4,6 % en novembre 2016)[13] ; la criminalité baisse « objectivement » dans le pays depuis les années 1990 ; le nombre de réfugiés moyen-orientaux qui seront accueillis aux États-Unis est « objectivement » très bas ; l'État islamique est « objectivement » en repli en Syrie et en Irak… Mais lors de la campagne électorale, les élus et médias conservateurs ont complètement nié ces faits pourtant aisément vérifiables, menant les électeurs républicains ou indépendants à croire que l'Amérique était en déclin voire à feu et à sang, et que la candidate Hillary Clinton était simultanément une criminelle, atteinte d'une maladie grave et asservie à la finance internationale. L'impact des médias électroniques, peu soucieux de l'exactitude de leurs informations et de la fiabilité de leurs sources, souvent ouvertement partisans (le rédacteur du site d'extrême-droite Breitbart News est d'ailleurs devenu directeur de campagne de Donald Trump puis son conseiller à la Maison Blanche), est aujourd'hui au cœur des controverses sur les « fake news » et sur l'ingérence russe dans le système électoral américain. Le débat public européen ne semble pas avoir encore atteint un tel degré d'irrationalité ; mais le manque d'information des citoyens britanniques sur le fonctionnement de l'Union, révélé de manière flagrante à l'occasion du référendum, montre que, de ce côté-ci de l'Atlantique aussi, la propagande de la droite illibérale jouit d'un un terreau fertile.

Ces éléments, additionnés à la multiplication des « mauvaises surprises » électorales, suggèrent donc que le soi-disant « moment » populiste est plutôt une lame de fond amenée à se prolonger. Les victoires électorales de la droite radicale ou le vote de législations liberticides n'épuisent pas les sentiments xénophobes, les velléités autoritaristes et le mépris des libertés individuelles, en tête desquelles celles de femmes et minorités LGBT et immigrées. Au contraire, elles pourraient créer des phénomènes d'auto-renforcement dans un contexte économiquement dégradé et qui restera durablement marqué par les flux migratoires, la déstabilisation violente de l'Afrique et du Moyen-Orient et ses ondes de choc, et donc la crispation identitaire et l'hystérie sécuritaire. L'histoire n'étant jamais linéaire, des rechutes dans des maux anciens ne sont pas à exclure.

Se pose dès lors la question de savoir comment éviter le pire, une responsabilité qui échoit à tous ceux qui font l'analyse lucide de la régression idéologique qu'illustre l'élection de Trump. Si la victoire du candidat vert Alexander Van der Bellen en Autriche a permis d'éviter l'élection du premier président d'extrême-droite sur le continent depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, offrant quelques lueurs d'espoir, la défense des principes de la démocratie libérale et des valeurs d'ouverture semble loin d'être gagnée à travers

13. « President Obama Is Handing a Strong Economy to His Successor », *New York Times*, 2 décembre 2016.

le continent. Faute d'une mobilisation politique d'envergure, plus d'un Norbert Hofer pourraient se trouver à la tête d'un État européen dans un avenir relativement proche.

* * *

Les auteurs

Elena AOUN est professeure et chercheure en relations internationales à l'Université catholique de Louvain et membre du Centre d'études des crises et des conflits internationaux (CECRI) et du groupe d'études et de recherches sur le Monde arabe contemporain (GERMAC). Elle est également titulaire d'un doctorat en Études politiques de Sciences Po Paris (2007).

Joël Ficet est maître de conférences à l'Université libre de Bruxelles et chercheur associé au CEVIPOL (Centre d'études de la vie politique). Il est également titulaire d'un doctorat en Études politiques de Sciences Po Paris.